

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 28/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAT'ILD

Chemin du payannet
lieu dit "Chemin d'Aix"
13120 Gardanne

Références : D-UD83-2026-0037
Code AIOT : 0100000714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement MAT'ILD implanté Lamoureux Carrière de Lamoureux -- 83470 Pourcieux. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit, d'une part, dans le cadre de la visite préalable obligatoire avant admission de déchets dans une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant est tenu d'informer le préfet de la fin des travaux d'aménagements des casiers de stockages, à l'appui d'un dossier technique, avant leur début d'exploitation.

Ce dossier doit être réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées, dans le cadre de cet établissement, par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et par l'arrêté préfectoral du 28/03/2023. Le dossier contient notamment les éléments relatifs à la

conformité des barrières de sécurité passive et active assurant la fonction d'étanchéité, à la conformité du dispositif de drainage et des équipements de collecte et de traitement des lixiviats. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées (IIC), par dossier déposé le 12/12/2025 et complété le 13/01/2026, le dossier technique établi par la société GINGER-BUGEAP, en vue de l'ouverture du premier casier, dénommé CB1+, de cette ISDND.

La vérification de la conformité s'effectue, pour l'IIC, sur la base d'un contrôle documentaire du dossier technique et de la visite d'inspection préalable au dépôt de déchets dans ce casier. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport de l'inspection conclut positivement à l'ouverture du casier.

D'autre part, cette visite s'inscrit également dans le cadre de l'instruction du dossier de Porter A Connaissance (PAC) du 14/03/2025 relatif à la modification du phasage d'exploitation des casiers de l'ISDND et des conditions d'accueil des déchets ultimes, complété par dossiers du 06/08/2025 et du 18/11/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAT'ILD
- Lamoureux Carrière de Lamoureux – 83470 Pourcieux
- Code AIOT : 0100000714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MAT'ILD est autorisée à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de stockage de déchets non dangereux et des installations de transit, tri, regroupement aux lieux-dits "les cabannes" et "Lamoureux" sur la commune de Pourcieux. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 28 mars 2023 pour une durée de 30 ans pour l'installation de stockage de déchets non dangereux et sans limitation de durée pour les autres installations.

Certaines parties des installations de transit, de tri et de traitement de déchets sont en cours de réalisation, selon un échéancier transmis à l'IIC par dossier du 18/11/2025. Le jour de l'inspection, seule l'installation de traitement des "fines" était en activité (traitement de la fraction 0/40 mm). La finalisation de l'installation de traitement consacrée au traitement (sur-tri) des fractions plus grossières est prévue fin 2027, selon les indications de l'exploitant. Le planning prévisionnel de l'exploitation totale des installations du site figure dans le dossier du 18/11/2025 transmis par l'exploitant. Cet échéancier s'étale jusqu'en décembre 2028.

L'objectif de cette ISDND est d'enfouir, à terme, uniquement des déchets ultimes, après sur-tri dans ses installations.

L'ISDND n'accueille pas d'ordures ménagères.

Concernant les autres activités du site, notamment les rubriques 2710 (déchetterie professionnelle), 2718 (transit de déchets de déconstruction contenant de l'amiante), 2791 et 2794 (broyage de déchets de bois et déchets verts), ces dernières n'ont pas débutées (au jour de l'inspection).

L'installation est également autorisée, au titre de la rubrique 2716-1 (installation de transit/regroupement [...]), pour l'admission de déchets du bâtiment et du BTP non dangereux en mélange ou triés pour une surface de 43500 m³ (dont 5000 m³ de déchets verts).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
7	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
8	Rapport d'activité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 5.2.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitation du site	Code de l'environnement du 19/01/2026, article L.181-14	Sans objet
2	Caractéristiques des casiers	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 7.1.1	Sans objet
3	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet
4	Collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'ouverture du casier de stockage :

sur le fondement du dossier technique du 13/01/2026, complété par transmissions des 19, 22, 26 et 29/01/2026, l'IIC a notamment pu constater :

- la réalisation du casier dénommé CB1+ dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 relatives aux dispositions constructives d'un casier de niveau A (niveau inférieur de l'ISDND) et en cohérence avec la porter à connaissance du 14/03/2026 concernant cette adaptation ;

- la mise en œuvre des barrières de sécurité passives (BSP) et actives (BSA) sur le fond et en flanc de casier ;
- la mise en œuvre de la couche drainante et des dispositifs de collecte et de pompage des lixiviats ;
- la réalisation du bassin de stockage des lixiviats, du bassin de stockage des perméats, du bassin de stockage des concentrats, du bassin de gestion des eaux de ruissellement du site ;
- l'ancrage de la géomembrane, ainsi que du géotextile bentonitique (GSB) et du géotextile antipoinçonnant correctement réalisé dans une tranchée d'ancrage (cf. note de calcul d'ancrage transmise par envoi du 23/01/2026).

Les BSP et BSA sont conformes à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28/03/2023. L'auteur du dossier technique (GINGER-BURGEAP) s'engage par ailleurs sur la conformité de la BSP de niveau A (comprenant le géosynthétique bentonitique - GSB - de perméabilité $\leq 1.10^{-11}$ m/s sous 160 kPa) et sur la BSA (géomembrane PEHD 2 mm, géotextile et massif drainant). Le dossier technique comprend les procès-verbaux des mesures de perméabilité de la BSA réalisés selon la norme NF X 30-420 et indiquent des résultats inférieurs à 1.10^{-9} m/s (conformes).

L'organisme tiers (GINGER-BURGEAP) a réalisé un contrôle extérieur des soudures de la géomembrane PEHD. Le dossier technique comprend le plan de recouvrement de la géomembrane 2 mm et l'emplacement des points de contrôles. Les résultats de ces contrôles sont conformes.

Le dossier des ouvrages exécutés, figurant en annexe 6 du dossier technique, réalisé par la société EGC GALOPIN (génie étanchéité), comprend le compte-rendu des travaux d'étanchéité réalisés ainsi que la plan d'assurance qualité de cette société. L'entreprise certifie que les travaux de mise en œuvre de la géomembrane et que son assemblage ont été réalisés suivant les règles définies par l'ASQUAL (certification "application de géomembrane/soudage") et qu'aucune anomalie n'a été relevée lors du contrôle interne.

Considérant que le rapport de l'IIC ne se veut pas comme exhaustif sur le respect des prescriptions réglementaires et des normes en vigueur, qui restent de la responsabilité de l'exploitant, l'IIC statue, à l'issue de la visite, sur la consistance réglementaire du dossier technique et sur l'absence d'incohérences entre les éléments du dossier technique et des constats faits sur le terrain (vérification par sondages), lors de l'inspection du 16/12/2026.

Il ressort de l'examen du dossier technique du 13/01/2026, complété par les éléments transmis les 19, 22, 26 et 29/01/2026 que de dernier démontre la conformité des aménagements réalisés aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 en cohérence avec le porter à connaissance du 14/03/2026 et aux prescriptions de l'arrêté ministériels du 15/02/2016.

Par conséquent, l'IIC émet un avis favorable à la réception de déchets dans le casier dénommé CB1+.

Les modifications introduites par le PAC du 14/03/2026 complété ne sont pas jugées, après examen des critères de substantialité, de nature à changer significativement les dangers et inconvénients à l'échelle du site.

Concernant les autres autres points, il ressort des constats, notamment, que :

- le volume du bassin de stockage des lixiviats, des perméats et du bassin de gestion des eaux de ruissellement ne correspond pas aux volumes prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- l'exploitant doit transmettre à l'IIC sous la forme d'un PAC, les éléments d'appréciations permettant d'instruire les modifications intervenues en cours de travaux sur les dispositions constructives de ces bassins.

Ces constats ne remettent pas en cause l'ouverture du casiers CB1+, considérant que le volume de lixiviats attendu reste limité en début d'exploitation de l'ISDND.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Aménagement des casiers de stockage
Prescription contrôlée : <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
Constats : <p>Par dossier en date du 6/08/2025, l'exploitant a porté à la connaissance de l'autorité préfectorale un projet de modification des conditions d'exploitation de ses activités exercées sur le site de Pourcieux. Cette demande a fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (IIC) par courrier préfectoral du 1/09/2025. L'exploitant a répondu à l'IIC par dossier daté du 18/11/2025.</p> <p>Les modifications envisagées portent, d'une part, sur une modification du phasage d'exploitation des casiers de stockage au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et, d'autre part, sur une adaptation des conditions d'admission des déchets ultimes destinés à l'enfouissement dans l'attente de la finalisation de la chaîne de sur-tri "fractions grossières".</p> <p>Selon les éléments portés à la connaissance du préfet, l'exploitant a rencontré des difficultés pour créer le premier casier de stockage, dénommé "CA1", dans sa forme initialement prévue, notamment en raison des difficultés d'accès au fond de fouilles induites par la présence de blocs rocheux dangereux pour la sécurité des travailleurs. Les travaux de sécurisation nécessaires sur le secteur concerné (nord-ouest de l'ISDND) ont ainsi induit la création d'un espace susceptible de constituer un fond de forme de casier sécurisé par rapport aux risques d'éboulis en point bas du fond de fouille projeté.</p> <p>Les modifications concernent donc, en premier lieu, un changement de phasage des travaux, avec la réalisation et l'exploitation d'un premier casier mobilisant les niveaux B et C (dénommé CB1+) en substitution du niveau A initialement projeté. Les dispositions constructives de ce casier CB1+ restent celles des casiers de niveau A (fond de l'ISDND).</p> <p>En second lieu, eu égard aux retards pris - notamment en raison des conditions météorologiques compliquées ces deux dernières années - dans la réalisation de l'installation de traitement de sur-tri des fractions grossières (> à 40 mm) des déchets admis sur le site, l'exploitant doit différer la mise en œuvre du sur-tri sur les fractions grossières des déchets ultimes, avant enfouissement.</p>

La demande de l'exploitant s'inscrit dans le cadre d'une modification d'une installation déjà régulièrement autorisée. Dans ce cadre, le service instructeur (IIC) doit, dans un premier temps, déterminer si la modification relève d'un projet soumis à évaluation environnementale (I.1° de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise : « **la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :**

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ».

Dans un deuxième temps, il est nécessaire de vérifier le critère visé au I.3° de l'article R.181-46 du code de l'environnement (le projet est-il de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3), afin de déterminer si la modification est tout de même substantielle.

Il ressort de l'examen du dossier que :

par rapport au I.1° de l'article R.181-46 du code de l'environnement :

- le projet n'entre pas dans le cas d'une évaluation environnementale systématique (colonne de gauche du tableau annexé à l'article R.112-2 du code de l'environnement) ;
- le projet n'est pas concerné par un examen au cas-par cas (colonne de droite du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement) ;

par rapport au I.3° de l'article R.181-46 du code de l'environnement :

- les dangers et inconvénients ne changent pas de manière significative à l'échelle du périmètre déjà couvert par l'arrêté d'autorisation existant ;

- il ne s'agit pas d'une nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ;
- la modification projetée concerne le périmètre déjà autorisé. Aucune extension géographique n'a été opérée ;
- la modification n'est pas de nature à modifier la nature des déchets réceptionnés (déchets non dangereux destiné à l'enfouissement) sur le site ou les quantités autorisées ;
- les déchets acceptés sur les installations restent des déchets "ultimes fins" et "ultimes grossiers" ayant déjà subi une étape de tri avant admission ;

- le report du sur-tri (tri poussée de l'ensemble des déchets non dangereux) selon le calendrier fixé par l'exploitant (fin 2027), n'est pas de nature à engendrer une évolution significative des conditions de gestion des déchets enfouis à long terme (exploitation de l'ISDND autorisée sur 30 ans).

Après examen des critères fixés à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la modification souhaitée est donc à considérer comme non substantielle.

Cependant, considérant que ce changement de phasage d'exploitation est notable, il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 28/03/2023 dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement, par arrêté préfectoral complémentaire.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Conformément aux dispositions de l'article R181-41 du code de l'environnement, l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours afin d'apporter ses éventuelles observations sur le projet d'arrêté joint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions relatives aux casiers du niveau A :</p> <p>La barrière de sécurité passive (BSP) des casiers de niveau A sera constituée par une couche d'étanchéité de matériaux argileux, remaniés et compactés avec ajout de bentonite si nécessaire, de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s, surmontée d'un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-11 m/s sous 160 kPa, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en fond : 1 m de matériaux argileux surmontés d'un GSB ; - en flancs : 0.5 m de matériaux argileux, jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond, surmontés d'un GSB jusqu'en crête de talus. <p>La barrière de sécurité active (BSA) équipant les casiers du niveau A sera constituée par (du bas vers le haut) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une géomembrane PEHD 2 mm protégée par un géotextile anti-poinçonnant supérieur, en fond et flancs jusqu'en tête de talus ; - une couche drainante de graves silicieuses, 20/40 mm (ou équivalent) de 0.5 m en fond au sein de laquelle sera disposé le réseau de drains perforés de collecte des lixiviats.
<p>Constats :</p> <p>Sur le fondement du dossier référencé SE50.P0038 du 13/01/2026 (V1_Ginger-Burgeap), relatif à la conformité du casier CB1+, l'IIC a constaté la présence d'un casier aménagé au nord-ouest du site, conformément aux éléments figurant dans le PAC du 6/08/25 complété en date du 18/11/2025 (cf. planche photographique en annexe 2 du présent rapport).</p> <p>Les relevés topographiques, les PV de contrôles des essais de perméabilité et les fiches produits figurant dans le dossier de conformité attestent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la mise en œuvre de la barrière de sécurité passive (BSP) d'une perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s en fond de casier (argile) sur une épaisseur de 1 m (comprise entre 1.14 et 1.29 m selon les relevés topographiques) et en flanc de casier sur une épaisseur d'au moins 0.5 m (jusqu'à une hauteur d'au moins 2 m par rapport au fond) ; - de la présence d'un géosynthétique bentonitique (GSB) surmontant la couche d'argile en fond de casier et en flancs de casiers jusqu'en crête de talus d'une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-11 m/s ; - de la mise en œuvre de la barrière de sécurité active (BSA) composée : <ul style="list-style-type: none"> • d'une géomembrane PEHD (2 mm) protégée par un géotextile anti- poinçonnant ;

- d'un géocomposite de drainage (sur les flancs).

Les conclusions de l'organisme vérificateur extérieur (Ginger-Burgeap) confirment que les ouvrages rapportés ci-dessus ont été réalisés dans le respect des prescriptions relatives aux dispositions constructives d'un casier de niveau A (fond d'ISDND), en cohérence avec le porter à connaissance déposé par l'exploitant (hors stabilité de l'ouvrage).

L'exploitant a transmis à l'IIC, par envoi du 19/01/2026, le rapport G2PRO du 15/01/2026 - n° R25159-indB relatif au diagnostic géotechnique de stabilité de l'ouvrage (stabilité aux glissements rotationnel et translationnel). Ce rapport indique que pour les 2 premiers niveaux du casier, la stabilité est vérifiée. Pour les niveaux 3 à 6 (+ la couverture finale) la stabilité est vérifiée avec mise en place d'un renforcement par géosynthétique de renforcement (géogrille) sous les 5 premières diguettes de séparation des niveaux et par rehaussement de la digue de pied de casier (cf. annexe 3 au présent rapport).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La stabilisation de l'ouvrage doit être réalisée au regard des conclusions figurant dans le rapport mentionné *supra* (mise en place d'une géogrille). Ces dispositions sont intégrées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Conception casier

Prescription contrôlée :

II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

Constats :

Par courriel du 17/12/2025, complété par courriel du 15/01/2026, l'exploitant a transmis à l'IIC le dossier technique réalisé par l'organisme tiers, mandaté par l'exploitant, GINGER-BURGEAP (rapport du 13/01/2026 - SE50.P0038), en vue de la mise en service du casier dénommé CB1+. Des éléments complémentaires ont été transmis à l'IIC, suite à la visite du site, par transmissions des 19, 22, 26 et 29/01/2026, notamment : rapport de contrôle du suivi des eaux souterraines du 6/01/2026, rapport de stabilité de l'ouvrage du 15/01/2026, schéma de principe des points de rejet, documentation technique de la sonde de contrôle du niveau piezométrique du casier, note de calcul mise à jour de la tranchée d'ancrage, plan des réseaux humide du 30/07/2025, annexe 8 corrigée du dossier technique relative au contrôle des bassins de gestion des eaux pluviales et des lixiviats.

Ce dossier technique, complété par les éléments transmis évoqués ci-dessus, est chargé d'établir la conformité des aménagements réalisés relatif à l'exploitation de ce casier, par rapport aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15/02/2026 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28/03/2023.

Le dossier transmis comporte les éléments relatifs à la conception du casier CB1+ dont, notamment :

- la constitution des barrières passives (BSP) et actives (BSA) - cf. constat n°2 du présent rapport.

- la constitution des équipements de collecte et de stockage des lixiviats - cf. constat n°4 du présent rapport.

Les conclusions de la visite figurent au chapitre "ce qu'il faut retenir des fiches de constats" du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Conception casier

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

L'IIC a constaté les points suivants :

- la présence du puits de collecte situé en point bas du casier CB1+, conformément au dossier technique ;

- la présence de l'installation de pompage des lixiviats ;

- la présence d'un coffret électrique de commande disposant d'un voyant de fonctionnement de la pompe de relevage ;

Selon les éléments du dossier technique et les informations transmises par l'exploitant le jour de

<p>l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les lixiviats sont pompés au moyen d'une pompe située dans le puits de collecte et renvoyés vers le bassin de stockage (photo jointe au dossier technique) ; - le niveau des lixiviats est mesuré grâce à une sonde piézométrique située dans le puits de pompage (documents techniques transmis le 22/01/2026) ; - un étalonnage de la sonde (réalisé, selon les indications de l'exploitant) permet à l'eau de ne pas dépasser l'épaisseur de la couche drainante. <p>Les photographies figurants dans le dossier technique de l'exploitant attestent de la mise en place, en fond de casier, du puits de pompage et des drains de collecte en fond de casier (cf. planche photographique en annexe 2 au présent rapport).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Collecte des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La collecte des lixiviats au sein des casiers est réalisée gravitairement au travers du massif de déchets puis, au sein de la couche drainante disposée en fond de chaque casier et équipée de drains de collecte.</p> <p>L'écoulement s'effectue sur une pente de fond de 3% en direction d'un point bas équipé d'un puits de collecte. Le puits de collecte des lixiviats sera réhaussé régulièrement pour suivre l'exploitation des casiers. Il sera équipé d'un regard. Le puits permettra également de pouvoir contrôler la hauteur de lixiviats dans le casier.</p> <p>Les lixiviats seront relevés par pompage et acheminés, via un réseau de canalisations étanches, vers le bassin de stockage des lixiviats étanche et localisé dans la zone Nord. Le volume du bassin de stockage des lixiviats est égal à 5693 m3.</p> <p>Les lixiviats de ce bassin seront envoyés par pompage dans l'unité de traitement par osmose inverse. Les effluents après traitement (concentrâts et perméats) seront renvoyés dans ces bassins étanches, situés dans la partie Nord.</p> <p>Le bassin de stockage des concentrats a une capacité de 570 m3.</p> <p>Le bassin de stockage des perméats a une capacité de 1328 m3.</p> <p>Les concentrats sont régulièrement évacués dans des installations de traitement de déchets dûment autorisées.</p> <p>Les perméats sont rejetés au milieu naturel via le bassin de gestion des eaux pluviales ou réutilisés sur site (arrosage, brumisation, process) si les valeurs limites fixées à l'article 1.3.1 sont respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du massif drainant composé de grave silicieuse (roulé-lavé 20/40 selon le dossier technique) sur une hauteur minimale de 50 cm ; - la présence des drains de collecte en flanc de casier (le fond n'étant plus accessible en fin de travaux d'aménagements du casier) ; - la présence du puits de collecte (premier élément - cf. annexe 2 - planche photographique) en fond de casier. Selon le dossier technique, le puits sera réhaussé régulièrement en fonction de l'exploitation du casier. Ce puits est débouchant en tête d'ouvrage et le sera, selon les éléments du dossier technique, à chaque rehausse ;

- la présence du bassin de collecte des lixiviats en partie Nord du site, alimenté gravitairement depuis le plateau de la zone sud ;
- la présence des canalisations permettant le pompage et l'acheminement des lixiviats vers le bassin de stockage (en zone nord) ;
- la présence du bassin de collecte des perméats, après traitement ;
- la présence du bassin de collecte des concentrats, après traitement ;
- la présence du bassin de gestion des eaux pluviales.

Selon les déclarations de l'exploitant et les éléments transmis à l'appui du dossier technique le niveau de lixiviats dans le casier sera contrôlé via une sonde piézométrique (capteur de niveau - documents transmis le 22/01/2026).

Au regard des données figurants dans le dossier technique, la pente de 3 % en direction du point bas du casier est respectée.

Le dossier technique comprend notamment :

- le plan du réseau de collecte des lixiviats ;
- la synthèse des contrôles extérieurs effectués par GINGER-BURGEAP dans le cadre des travaux de la réalisation du bassin de collecte des lixiviats et du bassin de gestion des eaux pluviales. Ces contrôles extérieurs ont permis à GINGER-BURGEAP, notamment, d'émettre un avis favorable sur l'étanchéité de ces deux bassins.

Concernant les volumes de stockages des bassins et l'unité de traitement des lixiviats, l'exploitant a indiqué à l'IIC, le jour de l'inspection que :

- le volume réel du bassin de stockage des lixiviats diffère du volume calculé dans le dossier d'autorisation environnemental initial et fixé dans l'arrêté d'autorisation environnemental du 28/03/2023, compte tenu, notamment, d'une modification des conditions de traitements de ces derniers (utilisation d'une unité de traitement mobile) ;
- le volume réel du bassin de gestion des eaux pluviales diffère du volume calculé dans le dossier d'autorisation environnemental initial et fixé dans l'arrêté d'autorisation environnemental du 28/03/2023, compte tenu des résultats d'une étude hydraulique complémentaire du 21/05/2024 avec prise en compte de bassins versant réajustés (rapport du 21/05/2024 - GINGER-BURGEAP réf : CDMSE210251) ;
- le volume réel du bassin de stockage des perméats diffère du volume calculé dans le dossier d'autorisation environnemental initial et fixé dans l'arrêté d'autorisation environnemental du 28/03/2023 ;
- le traitement des lixiviats (osmose inverse) prévu sur site dans le cadre du dossier d'autorisation environnemental initial et fixé dans l'arrêté d'autorisation environnemental du 28/03/2023 sera réalisé par un dispositif de traitement mobile (par campagnes de traitement).

L'IIC a, par ailleurs, constaté :

- la présence de clôtures périphériques autour du bassin de stockage des lixiviats et du bassin de gestion des eaux pluviales ;

- l'absence des dispositifs et équipements suivants à proximité de ces deux bassins (prescrits au II de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016) : une bouée, une échelle de bassin, une signalisation adaptée rappelant les risques et équipements de sécurité obligatoire.

Concernant les bassins de stockage des perméats et des concentrats, l'IIC a constaté :

- que ces deux bassins ont été réalisés en matériaux de type béton, semi-enterrés, protégés par un muret périphérique de 1,10 de hauteur (hauteur indiquée par l'exploitant) ;
- l'absence des dispositifs de sécurité visés au paragraphe ci-dessus et de clôtures périphériques ;
- que le bassin de stockage des concentrats est revêtu d'une peinture spécifique étanche (selon l'exploitant), ayant fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité par un organisme extérieur (APAVE) ;
- que le bassin de stockage des perméats (fraction des lixiviats épurée) n'est pas revêtu (béton nu) ;

- l'absence de couverture des bassins (perméats et concentrats). Sur ce point, l'exploitant a indiqué à l'IIC avoir prévu d'aménager une couverture du bassin des concentrats. Concernant le bassin des perméats, compte tenu de la qualité de cette eau (eau épurée), une couverture n'est pas prévue (l'exutoire de ce bassin étant par ailleurs le bassin de gestion des eaux pluviales).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC constate que l'exploitant a procédé à des modifications des conditions d'exploitation de son site, par rapport aux conditions d'exploitation fixées dans l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 (cf. notamment les articles 2.2.2.1 et 2.2.2.2) et par rapport aux dispositions constructives énoncées dans le dossier de demande d'autorisation environnemental à l'appui de la demande (cf. DAUE 2021 page 79 à 81- volume 2 - pièces administratives et techniques), notamment :

- dimensionnement des bassins (volumes) et dispositions constructives (bassins de stockage des concentrats et des perméats - dispositif d'étanchéité).

L'exploitant transmet à l'IIC, sous la forme d'un porter à connaissance (PAC), les justificatifs et les éléments techniques permettant d'instruire les projets de modifications concernant :

- le bassin de stockage des lixiviats (volume) ;
- le bassin de stockage des perméats (notamment volume de stockage et dispositions constructives) ;
- le bassin de stockage des concentrats (notamment dispositions constructives) ;
- le bassin de gestion des eaux pluviales (volume de stockage) ;
- les modalités de traitement des lixiviats (utilisation d'une unité mobile).

A ce jour, compte tenu du niveau d'exploitation du site (premier casier) et du faible volume de lixiviats ainsi attendu, la mise en exploitation du premier casier CB1+ n'est pas conditionnée à l'instruction du PAC attendu. Dans l'hypothèse où les modifications demandées dans le PAC ne seraient pas jugées acceptables, l'exploitant doit être en mesure de se conformer à son arrêté d'autorisation de 2023.

L'exploitant doit cependant mettre en œuvre les dispositifs de sécurité (échelles, bouées, signalétique) à proximité de tous les bassins du site, avant exploitation de ces derniers. L'exploitant transmet par ailleurs, à l'IIC, la solution retenue permettant la mise sous abri du bassin de stockage des concentrats. La mise en œuvre de ce bassin est conditionnée à la réalisation de la couverture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

la surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre ne peut-être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, une étude hydrogéologique préalable précisera le nombre, le

<p>positionnement et les caractéristiques des puits de contrôle nécessaires. [...]</p> <p>Piézomètre existant N°1 coordonnées Lambert X : 977773 et Y : 6266510 (profondeur 99.5 m).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'IIC, par courriel du 19/01/2026, le rapport de surveillance du suivi des eaux souterraines (niveau et qualité - rapport référencé 200328005 & 6 - Géotec du 6/01/2026). Ce rapport confirme l'exécution de trois ouvrages piézométriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PZ1 (réalisé le 3/02/2020 - rapports Géotech n° 2403280.01 à .03) ; - PZ2 (réalisé le 15/01/2025 - rapport Géotech n° 20.03280.04) ; - PZ3 (réalisé le 15/01/2025 - rapport Géotech n° 20.03280.04). <p>La positions des ouvrages figure sur le plan d'implantation en annexe 4 au présent rapport. Sur le plan qualitatif, les analyses ont porté sur les paramètres prescrits par l'article 2.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paramètres physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, conductivité, métaux totaux (Pb+ Cu+ Cr+ Ni+ Mn+ Cd+ Hg+ Fe+ As+ Zn+ Sn), NO₂-, NO₃-, NH₄+, SO₄2-, NTK, Cl-, PO₄3-, K+, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - Paramètres biologiques : DBO₅ ; - Paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles. <p>L'IIC note que les résultats transmis concernant les prélèvements réalisés le 19/11/2025, ne mettent pas en évidence d'éléments laissant suspecter la présence d'une pollution dans les eaux souterraines.</p> <p>Sur le plan quantitatif, l'IIC note que les niveaux d'eaux se situent entre 357.82 m NGF et 308.36 m NGF. Sur ce dernier point, l'IIC attire l'attention du pétitionnaire sur le niveau maximal de fond de fouille de l'ISDND prévu à 330 m NGF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le niveau de la nappe mesuré le plus bas, notamment 308.36 m NGF, n'est pas de nature à remettre en cause les exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité des casiers situés en fond de l'ISDND.</p> <p>L'exploitant transmet à l'IIC son analyse sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 7 : Rejets des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets présentant les caractéristiques suivantes [tableau non reproduit] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - point de rejet N°1 (externe) : en milieu naturel (eaux de ruissellement pluviales du site) ; - point de rejet N°1 (interne) : bassin de gestion des eaux pluviales (eaux de ruissellement des voiries avec traitement - séparateur HC) ; - point de rejet N°2 (interne) : bassin de gestion des eaux pluviales (eaux pluviales issues des

toitures) ;

- point de rejet N°3 (interne) : bassin de gestion des eaux pluviales (eaux issues de la zone sud) ;
- point de rejet N°4 (interne) : bassin de stockage des lixiviats en zone nord (avec osmose inverse en aval) ;
- point de rejet N°5 (interne) : bassin de stockage des concentrats (avec osmose inverse amont - évacuation hors site - traitement déchets dangereux) ;
- point de rejet N°6 (interne) : bassin de stockage des perméats (osmose inverse avant rejet)
- point de rejet N°7 (interne) : bassin de gestion des eaux pluviales (bassin perméat en amont) ;
- point de rejet N°8 (interne) : milieu naturel (eaux domestiques avec système d'assainissement autonome)

Constats :

L'exploitant a transmis à l'IIC, le jour de l'inspection, le schéma de principe relatif aux points de rejets du site (cf. annexe 5 au présent rapport).

L'IIC a constaté, sur la zone nord du site :

- l'existence du point rejet externe n°1 (rejet vers le milieu naturel du bassin de gestion des eaux pluviales) ;
- l'existence du point de rejet interne n°1 (recueil des eaux de ruissellement du site dans le bassin de gestion des EP) ;
- l'existence du point de rejet n°4 (arrivée dans le bassin de collecte des lixiviats) ;
- l'existence du point de rejet n° 7 (rejet des perméats vers bassin de gestion des EP).

Concernant les points de rejets n°5 et 6 : l'exploitant a indiqué à l'IIC que le transfert des lixiviats depuis le bassin de stockage sera effectué, après traitement via la station de traitement mobile, par canalisations mobiles, vers les bassins de stockages des concentrats et des perméats.

Concernant le point de rejet n°2 (eaux pluviales issues des toitures), il n'a pas été clairement identifié le jour de l'inspection (bâtiments non finalisés) ;

Concernant le point de rejet n° 3 (eaux issues de la zone sud - ISDND) : ce point n'a pas été contrôlé le jour de l'inspection.

Concernant le point de rejet n°8 (eaux domestiques avec assainissement autonome) : ce point n'a pas été contrôlé le jour de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'IIC n'avoir pas mis en service ce rejet (au jour de l'inspection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du PAC attendu (cf. constat n° 5 au présent rapport), l'exploitant adresse à l'IIC le schéma de principe de transfert des lixiviats entre le bassin de stockage, l'unité de traitement mobile et les bassins de stockage des concentrats et des perméats.

Concernant le point de rejet n°2 (eaux pluviales des toitures), l'IIC a constaté que la toiture du bâtiment abritant les installations de traitements était en cours de réalisation. L'exploitant doit réaliser la collecte des eaux pluviales conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et aux éléments du dossier déposé (DAEU de 2021), notamment le chapitre VI.10.5 du volume 2 (pièces administratives et techniques). L'exploitant transmet à l'IIC le planning prévisionnel de fin de travaux concernant le bâtiment abritant les installations de traitements.

Concernant le point de rejet n°3, l'exploitant a transmis, par courriel du 22/01/2026, le plan des réseaux de gestion des eaux du site ("réseaux humides" - indice 3 du 30/07/2025). L'exploitant dit indiquer à l'IIC si le point de rejet n°3 a été réalisé conformément à ce plan. Par ailleurs, l'exploitant doit confirmer à l'IIC si cette version du plan (indice 3) est conforme aux aménagements existants.
Concernant le point n°8, l'exploitant doit se conformer aux règles applicables aux installations d'assainissement autonomes non collectifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel d'activité
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage. L'exploitant adresse le rapport annuel d'activité à la commission de suivi de site. Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.
Constats : Le rapport d'activité n'a pas été présenté le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'il était en cours de réalisation. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/03/2023 et l'arrêté ministériel du 15/02/2016 (art.26) ne mentionne pas de date de transmission spécifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'IIC, au plus tard le 31/03/2026, le rapport annuel d'activité pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. les personnes étrangères à

l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<p>Constats :</p> <p>L'IIC n'a pas vérifié l'ensemble du périmètre couvert par l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 concernant la zone sud consacrée à l'ISDND. Concernant la zone sud, et plus particulièrement les limites nord-est et sud-est du périmètre comprenant le casier CB1+, l'IIC a constaté la présence de clôtures mobiles (type chantier) limitant l'accès à cette zone. Ce type de clôture revêt un caractère temporaire le temps des travaux d'aménagements du casier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la réalisation des aménagements durables et efficaces, accompagnées de signalisations adaptées sur la zone couvrant le périmètre inspecté (casier CB1+).</p> <p>Par ailleurs, compte tenu du risque de chute sur ses installations (et plus particulièrement en zone sud consacrée à l'ISDND), l'exploitant doit procéder à une vérification du respect de la prescription de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28/03/2023 sur l'ensemble de son site. Un compte-rendu de cette vérification sera adressé à l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours